Newsletter BDS Suisse - Mettons fin à l’apartheid israélien

12.06.2021

Categories: Newsletter BDS Suisse

L’Etat d’Israël continue de piétiner quotidiennement les droits des Palestinien.ne.s depuis plus de 70 ans, cependant aujourd’hui il ne peut plus le faire dans l’impunité totale. Son masque de respectabilité se détache petit à petit et les voix qui se lèvent pour la liberté, la justice et l’égalité sont de plus en plus nombreuses. Depuis peu nous assistons à une véritable prise de conscience collective sur la question palestinienne après des années de mise sous silence. La notion que l’Etat d’Israël pratique un régime d’apartheid ne peut plus être ignorée.

Le 3 mars la Cour pénale internationale a déclaré avoir ouvert une enquête sur des crimes présumés dans les territoires palestiniens occupés.

Le 27 avril 2021, l’ONG Human Rights Watch a publié un rapport dans lequel le terme « apartheid » est utilisé pour désigner les politiques d’Israël à l’égard des Palestiniens.ne.s. Le rapport demande à la Cour pénale internationale d'enquêter sur la "discrimination systématique" pratiquée par Israël à l'encontre des Palestiniens.ne.s, en affirmant qu’Israël applique une politique globale visant à "maintenir la domination des Israéliens juifs sur les Palestiniens" et appelle à des sanctions.

Le même jour, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution afin d’ « assurer le respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël ».

Les récents événements à Jérusalem Est ou les familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah sont menacées d’expulsion, les chasses à l’homme aux cris de « morts aux arabes » par des groupes d’extrême-droite et les provocations israéliennes à Al Aqsa sont la preuve que la Nakba se poursuit et que le droit international continue à être bafoué.

Les dernières attaques meurtrières et la force brutale d’Israël contre les habitant.e.s de Gaza, enfermé.e.s par un blocus illégal qui dure depuis 13 ans, ont eu finalement comme résultat d’enrayer le récit israélien du droit à « l’autodéfense » devenu grotesque pour la majorité à travers le monde de par la disproportionalité et l’asymétrie de la situation. Cela s'est traduit par des actes de solidarité impressionnants au niveau international mais aussi en Cisjordanie et pour la première fois à l'intérieur d'Israël même.

Les mouvements sociaux féministes, antiracistes et décoloniaux ont joué un rôle important dans ce tournant et ce changement de narrative. Les communautés opprimées du monde entier considèrent que la complicité internationale dans le maintien de l'injustice systématique du régime israélien sape la légitimité même de l'ordre international fondé sur le droit, ce qui à son tour sape leurs propres luttes pour la justice. Cela a conduit à un changement spectaculaire dans la compréhension du régime d'oppression qu'Israël exerce contre les Palestinien.ne.s. On comprend désormais que ce régime pratique l'apartheid, un crime contre l'humanité en vertu du droit international, et que des sanctions ciblées et légales sont justifiées et nécessaires pour mettre fin aux violations des droits des Palestinien.ne.s et du droit international par Israël. Le mouvement Black Lives Matter à été crucial dans ce changement de perception global. Les organisations juives progressistes ont également joué un rôle important dans ce changement général dans l'opinion publique, en particulier aux Etats-Unis, en érodant les fausses accusations d'antisémitisme portées par Israël et ses groupes de pression pour museler les critiques à l'égard d'Israël, légitimant du même coup les appels à imposer des sanctions.

"L'injustice, où qu'elle se produise, est une menace pour la justice partout dans le monde" ***Martin Luther King***

Encourager la solidarité et mettre fin à la complicité

Ce nouvel élan de solidarité s'est traduit par des initiatives institutionnelles, syndicales, culturelles académiques et populaires en faveur des droits des Palestinien.ne.s. Les récents événements en Palestine et en Israël ont mobilisé très largement, comme à Londres le 22 mai ou plus de 200'000 personnes sont descendues dans la rue en solidarité avec le peuple palestinien, et ces dernières semaines ont vu fleurir une multitude d'initiatives solidaires au niveau international.

A la mi-mai l'Union syndicale "di Base" (USB) ainsi que le CALP (Collectif Autonome des Travailleurs Portuaires) ont indiqué que les travailleurs du port de Livourne ont refusé de charger une cargaison d'armes à destination d'Israël, en déclarant : "Le port de Livourne ne sera pas complice du massacre du peuple palestinien". Action suivie le semaine suivante par les dockers du port de Ravenne qui ont menacé de bloquer les opérations du port, avertissant qu'ils ne chargeraient pas d'armes sur les navires à destination d'Israël.

Le 20 mai, la Banque de Norvège à annoncé que le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a exclu deux groupes israéliens impliqués dans le développement de colonies israéliennes en Cisjordanie en violation du droit international, car il considère que la participation dans ces entités, impliquées dans le développement des colonies, constitue un « risque inacceptable » de contribuer « à de graves violations des droits des personnes dans une situation de guerre ou de conflit ».

Fin mai, le parlement irlandais a déclaré que « les actions d'Israël équivalent à une annexion illégale de facto de ce territoire, et demande au gouvernement de ne pas reconnaître comme licite toute situation créée par une violation aussi grave du droit international ».

A Oakland en Californie, la campagne #BlocktheBoat de l'Arab Resource & Organizing Center (AROC) a empêché avec succès l'accostage des navires exploités par la compagnie maritime israélienne ZIM. Des milliers de personnes se sont inscrites pour répondre à l'appel à l'action au port d'Oakland en solidarité avec la Palestine et le mouvement international BDS.

Angela Davis, figure bien connue du mouvement des droits civiques étasuniens, mais aussi des artistes, critiques ou écrivain.e.s comme Ariella Aïcha Azoulay, Michael Rakowitz, le collectif Forensic Architecture ou Claire Bishop aux côtés de 250 personnalités du monde de l'art, juives pour nombre

d’entre elles, ont signé une lettre ouverte pour dénoncer «les liens entre la violence permanente d’Israël à l’encontre du peuple palestinien et une institution majeure du système artistique, à savoir le Museum of Modern Art (MoMA)».

Dernièrement nous avons également vu un nombre sans précédent de départements universitaires et d’universitaires appellant à la fin de l'apartheid israélien. Des déclarations de soutien aux droits des Palestinien.ne.s, dont beaucoup préconisent le BDS, ont été approuvées par plus de 300 départements, programmes, centres, syndicats et sociétés universitaires et ont recueilli 15’000 signatures d'universitaires, de chercheurs, d'étudiant.e.s et de personnel universitaire dans le monde entier.

BDS est devenu aujourd'hui une forme majeure de la résistance populaire palestinienne et la forme la plus efficace de solidarité internationale avec leur lutte. La génération de nos parents et celle de nos grands-parents ont combattu avec succès l’apartheid sud-africain, à nous maintenant de prendre nos responsabilités pour ensemble faire enfin tomber l’apartheid israélien. Notre solidarité est basée sur une position éthique vis-à-vis des opprimé.e.s mais aussi sur la compréhension que l'injustice, l'oppression ailleurs, soutenue par les entreprises et les institutions suisses, est liée à notre propre domination. Nous vivons un moment historique, ensemble mettons fin à l’injustice et à l’oppression.

« Si tu es neutre en situation d'injustice, alors tu as choisi le côté de l'oppresseur. » ***Desmond Tutu***